Le pouvoir aux travailleurs

22 Juillet 2017

N° 235

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

ÉDITORIAL :

- LE BILNG-BLING DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE NE PEUT PAS CAMOUFLER LA MISÈRE !…… 2
- QUAND LES BOURGEOIS JOUENT LA COMÉDIE SUR LES DROITS HUMAINS…… 3
- L'ÉTAT JETTE DES FAMILLES ENTIÈRES DANS LA RUE …….. …… 3 - 4
- FRAUDES DOUANIÈRES : LE PETIT BOUT DE L'ICEBERG …… 4 - 5
- LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE : DU PIPEAU ! …….. 5
- LE SEXISME ET LES DISCRIMINATIONS ENVERS LES FEMMES SONT À COMBATTRE ! …… 8
- LA GRÈVE DES GÉRANTS DE CABINE TÉLÉPHONIQUE …….. 8 - 9
- SEG MARCORY : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS …….. 10
- TGCC : LA LUTTE CONTINUE …… 10
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : Y EN A MARRE DE TRAVAILLER POUR UN « *BOL DE RIZ* » ! …… 11
- MALI : LES MANIFESTATIONS DE RUES ONT CONTRAINT IBK À RECULER …. 12

E d i t o r i a l

LE BILNG-BLING DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE NE PEUT PAS CAMOUFLER LA MISÈRE !

C'est avec faste et tintamarre que le gouvernement a ouvert les 8èmes jeux de la francophonie au stade Houphouët Boigny le vendredi 21 juillet 2017.

Il n'a pas lésiné sur les moyens. En moins d'un an, 33 bâtiments sont sortis de terres tous équipés, climatisation comprise, pour accueillir 4000 personnes. Il s'agit d'un complexe avec un centre médical, des gymnases, une piscine, plusieurs terrains de jeux pour différentes disciplines sportives, etc.

Des milliards ont été engloutis pour présenter la Côte d'Ivoire dans ses plus beaux habits, car ceux qui gouvernent veulent cacher la misère aux visiteurs. Les façades de certains bâtiments ont été badigeonnées de peinture, même les tracés des principales voies ont été refaits.

Le gouvernement a ainsi montré que des moyens, il en a. L'argent qu'il a dépensé pour organiser ces jeux, il aurait pu l'utiliser pour améliorer la vie dans les quartiers pauvres où habitent les travailleurs ainsi que la grande majorité de la population. Ici tout fait défaut, à commencer par l'eau, l'électricité, les canalisations, les centres de santé, etc. À Koumassi par exemple, situé à proximité des lieux où se tiennent les jeux, les canalisations sont bouchées. Mais quand il s'agit de lieux d'habitation populaire, l'Etat est complètement absent.

Les Gbagka et les Wôrô-wôrô sont interdits de passage sur le boulevard VGE, la principale voie qui mène à l'aéroport, sous peine d'une forte amende. Cela, pour cacher ces tombeaux roulants que les travailleurs empruntent chaque jour pour se rendre sur leur lieu de travail. Du coup, ces véhicules de transport en commun sont obligés d'emprunter de petites voies parallèles qui sont très vite saturées et littéralement bloquées aux heures de pointe.

Dans ce pays où les riches étalent leurs richesses qu'ils tirent de l'exploitation des travailleurs, où un gouvernement en mal de publicité montre ses parures dorées, la situation des travailleurs et des classes laborieuses ne cesse de s'aggraver. De moins en moins de gens mangent à leur faim. La grande majorité de la population habite des taudis et n'a même pas les moyens de scolariser et de soigner normalement ses enfants.

C'est ce même gouvernement qui refuse de décaisser les arriérés des salaires qu'il doit aux fonctionnaires. Il n'aurait pas la même attitude méprisante envers ses petits employés si ceux-ci décidaient de se faire entendre en perturbant le déroulement de ces jeux. En tout cas, ce ne sont certainement pas les populations pauvres qui se plaindraient si le déroulement des jeux était perturbé par des grèves et des manifestations de colère des travailleurs criant leur ras-le-bol !

L E U R S O C I E T E

QUAND LES BOURGEOIS JOUENT LA COMÉDIE SUR LES DROITS HUMAINS

Le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (Riddef) a organisé une cérémonie le 16 juin à l'occasion de la « *journée des travailleurs et des travailleuses domestiques* ».

À cette occasion, le Riddef a lu un rapport d'enquête réalisé à Abidjan sur la « *situation des filles de maison en Côte d'Ivoire* ». Ces gens font semblant de découvrir que le quart des travailleurs sont des enfants, que le tiers ne touche pas de salaire (car il est confisqué par l'employeur ou l'agence de placement) et que les sévices sexuels sont monnaie courante.

Là où ces gens-là se moquent des travailleurs, c'est quand ils disent qu'à l'occasion de cette cérémonie, « *travailleurs et employeurs se sont réunis pour l'adoption de la convention 189 de l'OIT* (Organisation du travail) *prévoyant un travail décent pour les travailleurs domestiques* ». Et comme il y a de bonnes âmes qui ont participé à cette rencontre, notamment, en la personne du « *représentant résident* » de la « *fondation Friedrich Ebert Stiftung* », celui-ci a déclaré, sans rire, que son *« institution est disposée à accompagner le Riddef dans ce combat de la valorisation des travailleurs domestiques et dans la promotion de la démocratie sociale* ».

Combien de ces gens-là doivent exploiter des domestiques chez eux, souvent des enfants, des sœurs, des filles ou des femmes de travailleurs, dont le revenu suffit de moins en moins à satisfaire les besoins familiaux.

L'ÉTAT JETTE DES FAMILLES ENTIÈRES DANS LA RUE

En début du mois de juillet, à Treichville Belleville, dans le sous-quartier communément appelé Gbatanikro, des dizaines de familles ont été jetées hors de leurs habitations manu militari. Elles ont vu leurs demeures rasées par des bulldozers sous la surveillance de policiers et de loubards.

Ces familles occupent ce site depuis 40 ans. Elles payaient un loyer à la Sicogi jusqu'à la construction du marché de Belleville. Cette parcelle en deux blocs a fait partie du patrimoine de la Sicogi mais en 1980, les occupants du bloc 1 ont été déplacés pour faire place au marché tandis que le site actuel, le block 2 qui devait aussi être rasé, a été déclaré d'utilité publique. Depuis lors, un conflit oppose les habitants à la Sicogi et un procès est en cours.

C'est dans cette situation que des huissiers munis de papiers de justice, aidés de gros bras, ont commencé à vider les logements le 3 juillet. Deux jours après, des bulldozers encadrés de forces de l'ordre se sont mis à raser les habitations, laissant une cinquantaines des familles dehors en pleine saison des pluies.

L E U R S O C I E T E

En dépit de sa prétendue lutte contre les morts en saison pluvieuse, l'État préfère faire d'une pierre deux coups : récupérer des terrains lucratifs et en même temps faire place nette, surtout que le lieu se trouve à proximité d'un espace où doivent se tenir des spectacles de la francophonie.

L'ART DE MAQUILLER LES CHIFFRES DES VIOLS COMMIS PAR LES CORPS HABILLÉS

Dans leur élan, pour faire croire que les corps habillés sont des gens de plus en plus respectables, le gouvernement a présenté quelques statistiques de son cru.

Ainsi, selon les chiffres officiels, si 478 cas de viols et autres violences sexuelles ont été commis par les corps habillés en 2012, ce chiffre est en baisse en 2014, en passant à 30 cas de viols. Encore mieux pour l'année 2015 où ce chiffre est passé à 3, puis à « *une tentative de viol* » en 2016. Plus de viol, donc. Mais seulement une « tentative ».

On peut donc compter sur le gouvernement pour que ce chiffre passe à zéro en 2017 ! Et peut-être même, ultime exploit, il nous apprendra qu'un corps habillé aurait sauvé une femme d'un cas de viol ! Bravo, c'est de la magie tout simplement !

FRAUDES DOUANIÈRES : LE PETIT BOUT DE L'ICEBERG

Le journal gouvernemental Fraternité-Matin a relaté dans sa parution du 16 juin, une sortie inopportune qu'a effectuée le patron de la douane dans « *un immense entrepôt* » situé dans la zone portuaire de Vridi le 17 mars dernier. Il était accompagné ce jour-là de plusieurs journalistes et d'un directeur de cabinet ministériel.

Ils y ont trouvé un entrepôt rempli de marchandises non déclarées à la douane, notamment des concentrés de tomate et des boîtes de sardines.

Cette enquête a été menée après que l'administration ait constaté que ces deux produits d'importation n'étaient plus dédouanés depuis longtemps, alors que toutes les boutiques continuent à être alimentées.

L E U R S O C I E T E

Ce n'est que trois mois après les faits que cette affaire a été rendue publique, pourquoi ? Où est passé le magot ? Le gouvernement a peut-être besoin de se faire de la pub pour montrer qu'il mène une lutte contre la corruption, mais personne n'est dupe pour le croire sur parole. Le vol, la fraude et la corruption sont pratiqués à grande échelle par ceux-là même qui prétendent les combattre.

FRANCOPHONIE : CE N'EST PAS LA FÊTE POUR TOUT LE MONDE

Le 21 juillet, jour de lancement des huitièmes jeux de la francophonie, l'État a sorti le grand jeu. Des cars de transport à la mairie d'Abobo pour transporter gratuitement ceux qui voulaient y assister. Mais les populations prises dans leurs difficultés quotidiennes, semblaient ignorer ces cars.

C'est dire que chacun a sa préoccupation. Si les gens d'en haut ont le cœur à la fête, ceux d'en bas sont en proie à des nécessités plus pressantes.

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE : DU PIPEAU !

Le gouvernement chante sur tous les toits que la lutte contre la cherté de la vie fait partie de ses priorités. Pour montrer qu'il fait quelque chose, le Premier ministre a annoncé récemment la création d'un « *Conseil National de Lutte contre la Vie Chère* » pour dit-il, *« coordonner les stratégies de lutte contre la vie chère, et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre ».*

De bien grands mots pour ne rien dire. La trouvaille de ce Conseil c'est de mettre sur pieds des émissions télé soi-disant pour informer les consommateurs sur le prix des marchandises. Mais cela ne les rendra pas plus accessibles aux populations pauvres.

Ce qu'il faut avant tout c'est augmenter les salaires des travailleurs de façon conséquente pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis plusieurs années. Mais attendre cela d'un gouvernement au service des riches, c'est comme attendre du lait d'un bouc !

L E U R S O C I E T E

CONTRAT DE LOCATION DE LOGEMENT : UNE MESURETTE QUI NE CHANGE RIEN !

Le gouvernement vient d'annoncer que désormais les propriétaires d'habitation ne devront exiger d'un locataire qu'un maximum de deux mois de caution et deux mois d'avance. Il a ajouté que désormais « *le paiement de sommes autres que celles prévues par la loi constituera une infraction fiscale et sera sanctionnée en tant que telle* ». Mais à voir la réalité sur le terrain, c'est comme le dit l'adage : *« le chien aboie, la caravane passe* ».

On a l'impression que les gens du gouvernement vivent sur une autre planète. Il suffit de voir les affiches des démarcheurs dans les rues pour se rendre compte que ces mesures n'ont aucun effet. La même annonce avait été faite il y a quelques années et la montagne avait accouché d'une souris. Résultat, la plupart des travailleurs se retrouvent dans les bidonvilles.

Cette nouvelle mesure, si d'aventure elle est appliquée, tout au plus elle soulagerait un peu les locataires en quête de logement car ils n'auront plus à payer des fortes sommes pour avoir accès à un logement. Mais elles ne résoudront en rien le vrai problème qui est la pénurie criante de logements et les coûts de plus en plus élevés des loyers.

Pour juguler le problème de logements des familles à revenus modestes, le gouvernement pourrait engager des grands travaux de construction de logements réellement sociaux, accessibles aux populations pauvres. Mais au lieu de ça, il préfère annoncer des « *mesurettes* » qui ne coûtent rien.

CENTRE DE SANTÉ DE KOSSOU FERMÉ : QUE L'ÉTAT S'EN OCCUPE !

A la faveur des pluies diluviennes, le centre de santé de Kossou, dans le district de Yamoussoukro, est fermé depuis plus d'un mois à cause des dégâts causés par les inondations.

L'Etat a de l'argent pour organiser les jeux de la francophonie sur son territoire mais il n'en a pas pour réhabiliter comme il se doit ce centre de santé vital pour les populations pauvres !

L E U R S O C I E T E

À KOUMASSI, LES POPULATIONS ONT TROUVÉ LA SOLUTION POUR LE RAMASSAGE DES ORDURES !

Dans cette commune, lorsque les caniveaux sont curés, les tas d'ordures sont laissés au bord des caniveaux jusqu'à la prochaine pluie qui les remet dans les caniveaux. Les ordures, elles, ne sont pas souvent ramassées et s'entassent. Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner que les caniveaux soient hors d'usage.

D'après le maire de cette commune: « *nous les maires, notre rôle, c'est de curer les caniveaux (…), une fois que nous avons nettoyé les rues, les structures de l'Etat sont chargées de ramasser ces ordures pour les envoyer quelque part. Mais ces dernières ne le font pas ».*

Dans ces conditions, les populations n'ont d'autres choix que déverser les ordures aux différents carrefours souvent même à la porte de la mairie. Lorsque ces tas atteignent des hauteurs, quel que soit la cécité du maire ou des représentants de l'Etat, ils finissent par les voir et par les sentir. Les camions de ramassage font alors le travail !

Comme quoi, les actes valent beaucoup mieux que les paroles !

KOUMASSI : HALTE AU REPLATRAGE !

D'après le BNETD (Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement) et les ministères techniques, il faudrait 18 milliards pour régler de façon définitive les problèmes d'assainissement et de voirie de la commune de Koumassi.

Ces grands travaux comprennent le curage du canal d'Anoumabo car il contiendrait près de 500 000 tonnes d'ordures qui finissent par bloquer l'écoulement des eaux. Le curage des caniveaux à l'intérieur de cette commune fait aussi partie des problèmes d'assainissement à résoudre.

À Koumassi, les quelques travaux qui ont été réalisés jusque-là concernaient la voirie tandis qu'en matière d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluies il n'y a pas eu de grands travaux d'effectués. Il suffit alors d'une simple pluie ou d'un débordement d'égout pour que les voies redeviennent impraticables.

L E U R S O C I E T E

Aujourd'hui, ce sont les trois plus grands axes de cette commune qui sont coupés et rendent difficile la circulation. Lorsqu'il pleut, certains endroits sont de vraies mares. Les populations en ont plus qu'assez et espèrent qu'enfin, les grands travaux seront entamés, mais l'Etat est plus occupé à amuser la galerie avec les jeux de la francophonie qu'à s'occuper des vrais problèmes qui touchent les populations pauvres !

LE SEXISME ET LES DISCRIMINATIONS ENVERS LES FEMMES SONT À COMBATTRE !

Amoikon Grâce Emmanuelle, élève en classe de 4ème a été major de l'EMPT (École militaire préparatoire technique) avec 18,17 de moyenne. Elle fait partie de la deuxième vague de filles admises dans cette école. Cette institution n'acceptait pas de personnel féminin au nom d'un sexisme dépassé.

En effet, il y a seulement quatre (4) ans que l'EMPT et l'école de gendarmerie ont été ouvertes aux filles. À l'école de gendarmerie, c'est une fille aussi qui a été major de promotion. Comme quoi les discriminations faites aux femmes dans ces différentes écoles n'ont pas lieu d'être.

Les discriminations contre les femmes se ressentent dans toute la société où les femmes sont reléguées à des fonctions considérées comme féminines ou subalternes. Une femme qui veut sortir du rang est obligée de se battre deux fois plus qu'un homme pour s'imposer. Idem, pour les salaires, c'est souvent deux poids deux mesures. C'est révoltant !

LA GRÈVE DES GÉRANTS DE CABINE TÉLÉPHONIQUE

Plusieurs gérants de cabine téléphonique regroupés au sein de l'Association des Gérants de Cabine Téléphonique de Côte d'Ivoire (l'AGECT-CI) ont effectué récemment un boycott des produits Orange, le plus grand opérateur de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire. Ils réclament à cette entreprise pour laquelle ils revendent les produits (les unités pour les appels) l'augmentation de leur marge bénéficiaire à 20%. Cette marge est actuellement de 4%. C'est-à-dire que pour un investissement de 100.000 francs, le gérant se retrouve avec 4000F, et aujourd'hui, vu que l'écoulement de ces unités se fait lentement avec la multiplication des cabines, il va de soi que le revenu mensuel du gérant se résume à une bagatelle. C'est ce qu'ils veulent voir augmenter. Aussi, Ils veulent voir augmenter leur pourcentage sur les frais de transfert d'argent de 10% à 50 % de ce qu'empoche Orange. Ils réclament par la même occasion la création d'un service de contentieux

L E U R S O C I E T E

Il faut dire que les gérants de cabine, ce sont pour la plupart des jeunes qui faute de trouver du travail avec le chômage chronique dans ce pays sont réduits à gagner leur croûte par ce biais. Il y a même certains ouvriers qui possèdent des cabines qu'ils gèrent après le boulot pour arrondir leurs fins de mois difficiles. Avec les vacances scolaires, de nombreux élèves s'adonnent aussi à cette activité comme petit boulot de vacance afin d'économiser un petit pécule pour la rentrée scolaire.

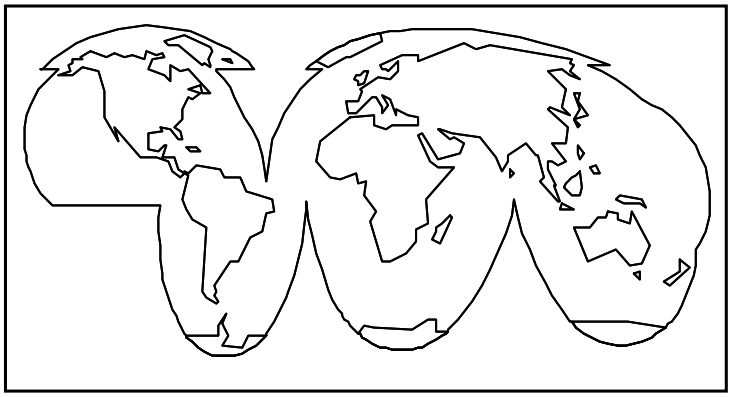
Avant ce boycott, plusieurs négociations ont eu lieu avec l'opérateur en question ainsi que les différentes autorités en charge de ce secteur. Elles se sont toutes heurtées à une fin de non-recevoir.

En réponse, un sit-in était prévu devant le siège d'Orange. Mais la police a procédé à des arrestations préventives. Ainsi, 12 de leurs représentants ont été arrêtés. Ils ont été accusés de trouble à l'ordre publique et incitation à la révolte. Ils ont finalement été libérés après une journée de détention, pour être à nouveau convoqués le lendemain. Ceci, dans le but de les intimider.

Ces jeunes ne réclament qu'une petite amélioration de leur revenu. Et voici comment ces autorités réagissent. Ils passent pourtant leur temps à affirmer sur tous les toits que la jeunesse est leur priorité.

Toutefois, ces jeunes tiennent le bon bout. Ils entendent aller jusqu'au bout de leurs revendications.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEG MARCORY : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS

La Société d'Expertise et de Gestion (SEG), est une entreprise marocaine qui exerce aussi dans le BTP. Les travailleurs qui construisaient un immeuble à Marcory ont été licenciés le 11 avril dernier suite à une grève qui a duré une semaine.

Après plusieurs mobilisations des travailleurs pour bloquer la direction, elle a fini par donner son accord pour payer les indemnités liées à leur départ. Mais pour verser l'argent des travailleurs, elle traîne, en complicité avec l'inspection de travail.

Ils espèrent peut-être que les travailleurs étant dispersés du fait de la fermeture de leur chantier, ne puissent plus se mobiliser pour de nouvelles actions. Mais ils se trompent car les travailleurs ont déjà montré la force et leur détermination pour ne pas se laisser voler.

TGCC : LA LUTTE CONTINUE

Les travailleurs de TGCC, entreprise marocaine du BTP qui construit un hôtel haut de gamme de 225 chambres au Plateau boulevard lagunaire, ont repris le chemin de la lutte.

Cela fait plus de 6 mois qu'ils réclament un rappel sur le salaire payé en dessous du Smig. Ils réclament aussi le payement d'une heure supplémentaire.

Pour seule réponse, la direction a licencié un certain nombre de travailleurs et effectué un nouveau recrutement. Avec ce mélange d'anciens travailleurs et de nouveaux venus, elle espérait diviser les travailleurs. C'était sans compter l'union de ceux-ci car depuis deux semaines, ils se réunissent régulièrement. Ils se sont même rendus à la direction de Harding qui les employait pour le compte de TGCC. À son tour, celle-ci leur a remis un document attestant que leur vrai employeur c'est TGCC.

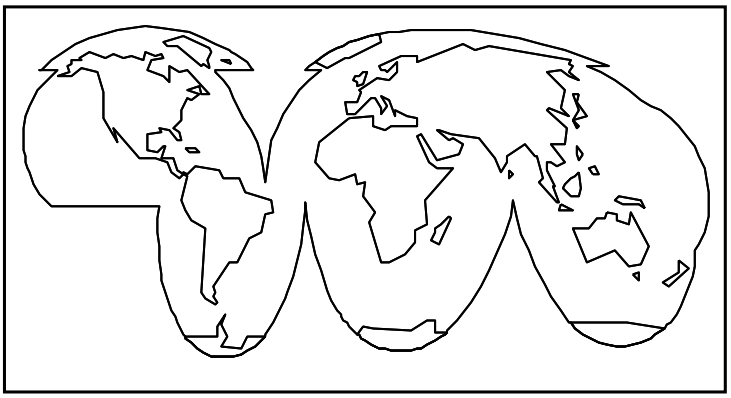
Pour les travailleurs, peu importe, que ce soit Harding ou TGCC, ils savent qu'ils n'obtiendront rien sans une nouvelle mobilisation. Ils sont déterminés à récupérer l'argent qui leur a été volé !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : Y EN A MARRE DE TRAVAILLER POUR UN « *BOL DE RIZ* » !

Dans les restaurants de fortune installés dans la zone industrielle de Yopougon, les prix des plats varient de 300 F à 1000 F. Mais étant donné que les travailleurs sont généralement sans le sou, les tenancières de ces restaurants tiennent souvent un cahier de suivi des comptes de ses clients réguliers. C'est seulement à la fin de la quinzaine, lorsque le salaire tombe, que ceux-ci régularisent leur situation. D'ailleurs, une bonne partie du salaire y passe. Et le cycle de l'endettement reprend. En fin de compte, c'est comme si ces travailleurs sont réduits à travailler pour un plat de riz

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI :
LES MANIFESTATIONS DE RUES ONT CONTRAINT IBK À RECULER

Le président malien Ibrahim Boubacar Keita voulait que son référendum constitutionnel ait lieu le 9 juillet comme il l'avait décidé, mais devant la multiplication des manifestations de rue organisées par une coalition de nombreux partis d'opposition, il a fini par battre en retraite. Comme il ne veut pas perdre la face, il a déclaré que ce référendum aura tout de même lieu mais qu'il est tout simplement « *reporté pour une date ultérieure* ». On verra donc si ce report n'est pas synonyme d'enterrement définitif.

Ce référendum, IBK le voulait pour augmenter son pouvoir, pour caser un peu plus de ses partisans avec la création d'un sénat (entre autres) et éventuellement faciliter sa réélection. La seule chose qu'il a réussie à obtenir c'est de coaliser un grand nombre de ses opposants dont ses anciens ministres et Premiers ministres qu'il a remercié tout récemment.

Tous ces gens-là qui, hier encore mangeaient dans ses mains, sont devenus des opposants et tentent de se faire une popularité à bon compte. Ils profitent de la colère et des frustrations réelles au sein de la population contre la dégradation des conditions d'existence, contre la corruption et le pillage des caisses de l'Etat pour les détourner à leur profit afin d'assouvir leurs ambitions de politiciens. Néanmoins, ils sont tous autant pourris que ceux qui sont restés autour d'IBK.

Cette colère s'est exprimée lors de nombreuses grèves qui ont touché récemment la fonction publique (les hôpitaux, les employés des administrations territoriales, du ministère des Affaires étrangères, les enseignants, des magistrats, des Inspecteurs de travail, etc.). Au cœur de ces grèves, il y surtout les revendications concernant les augmentations de salaires, le versement des primes et l'amélioration des conditions de travail.

Les politiciens qui sont aujourd'hui dans les rues et qui manifestent contre la tenue du référendum ne sont pas du tout intéressés par ces revendications du monde du travail. Et pour cause, la plupart d'entre eux ont été à un titre ou à un autre, complices de la politique de l'actuel président ou de ses prédécesseurs. Voilà pourquoi les travailleurs n'ont aucun intérêt à leur faire confiance ; ce sont des ennemis des classes laborieuses.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.